

# Les immigrés sont bien intégrés au marché suisse du travail

Il faut peu de temps aux immigrants pour s'intégrer au marché suisse du travail. Les hommes obtiennent des revenus comparables aux Suisses et comblent rapidement l'écart initial de participation au marché du travail. Les femmes gagnent même plus que les Suissesses, mais renoncent plus souvent à travailler. *Sandro Favre, Reto Föllmi, Josef Zweimüller*

**Abrége** Ces dernières décennies, l'immigration a beaucoup augmenté en Suisse. Une intégration réussie est primordiale pour l'économie et la société. Une étude réalisée pour le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) montre que l'intégration des immigrés en Suisse est généralement réussie. En quelques années seulement, les hommes actifs qui ont immigré en Suisse parviennent à compenser leur retard initial en matière de revenu par rapport à la main-d'œuvre indigène. Par leur degré d'occupation plus élevé, les immigrées actives gagnent en moyenne même plus que les Suissesses en situation comparable. À conditions égales, le taux d'emploi des immigrés est cependant inférieur à celui des Suisses. Plus le séjour s'allonge, plus les immigrés réduisent l'écart par rapport aux Suisses, sans toutefois les rattraper complètement.

Depuis 1999 et la signature de l'accord sur la libre circulation des personnes avec les États membres de l'Union européenne (UE) et de l'Association européenne de libre-échange (AELE), l'immigration de cet espace vers la Suisse a fortement augmenté. Cela a suscité un débat économique et sociopolitique parfois virulent sur les répercussions possibles d'une immigration accrue. L'intégration des immigrés au marché du travail joue un rôle-clé dans ce contexte. Leur intégration sociale est simplifiée et les assurances sociales sont renforcées s'ils peuvent s'y ancrer durablement. Dans une étude menée pour le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), les auteurs ont ainsi analysé le succès des immigrés sur le marché du travail et l'ont comparé à celui des actifs suisses. L'analyse relie diverses données de registres et d'enquêtes (voir encadré).

## Comment mesurer l'intégration au marché du travail ?

Pour les économistes, le succès d'un groupe de personnes sur le marché du travail s'exprime essentiellement à travers deux valeurs : le revenu moyen des actifs et le taux d'emploi. Ce dernier mesure la proportion de personnes qui exercent une activité lucrative. Le niveau de rémunération est d'une importance primordiale, car il détermine en fin de compte

le fait que tout le monde n'exerce pas une activité lucrative. Pour obtenir un tableau complet du succès sur le marché du travail, il faut donc mettre le revenu des personnes actives en perspective avec le taux d'emploi.

Les résultats obtenus par les natifs suisses sur le marché du travail servent de valeurs de référence pour mesurer le niveau de rémunération et le taux d'emploi. Des différences notables apparaissent entre les immigrés et les indigènes selon l'âge, l'éducation et la région. Les moins de 25 ans et les plus de 55 ans sont ainsi sous-représentés chez les immigrés, tandis que les travailleurs peu ou hautement qualifiés sont surreprésentés. De plus,

Les Français et supporters de l'équipe de France de football fêtent le titre de champion du monde à Lausanne en juillet dernier.



les immigrés se concentrent largement dans les régions urbaines. Pour comparer les revenus et le taux d'emploi des deux groupes, l'analyse de régression doit donc encore tenir compte de l'âge, de l'éducation et du lieu de résidence.

## Guère de différences dans les revenus

Le débat sur l'immigration suscite souvent la crainte que les immigrés se contentent d'une rémunération inférieure pour un même travail, évinçant les Suisses du marché de l'emploi. Les analyses n'ont fourni aucune indication en ce sens.

Pour les hommes actifs de 25 à 55 ans qui immigreront en Suisse et y séjourneront pendant au moins cinq ans, les revenus sont certes nettement inférieurs au début, mais au cours de la première année déjà, ils dépassent en moyenne ceux des Suisses (voir *illustration 1*). Concrètement, leur retard initial de 6,4 % sur les revenus des indigènes se mue en avance de 1,9 % au bout de cinq ans. La présente étude ne permet pas de tirer des conclusions directes sur ce processus de rattrapage, mais laisse supposer que les immigrés améliorent leurs connaissances linguistiques, étendent leur réseau ou apprennent à mieux connaître le marché du travail helvétique. Étant donné que les possibilités d'augmenter les salaires dans une même entreprise sont généralement limitées, les changements d'emploi jouent sans doute aussi un rôle non négligeable.

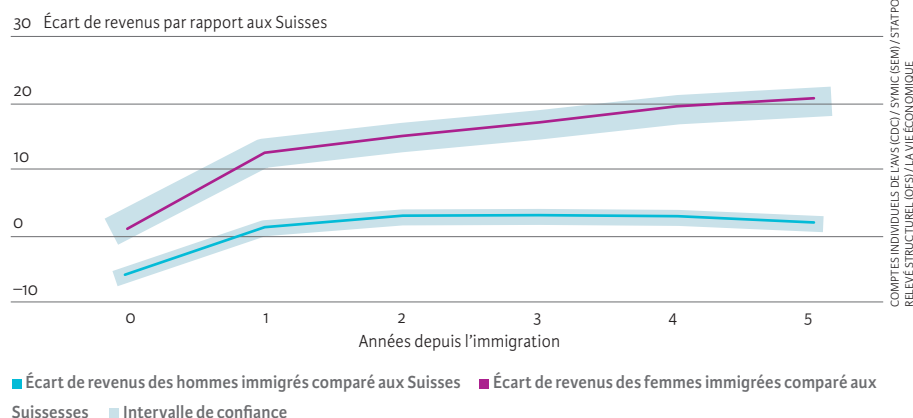
Cette image positive de l'évolution salariale chez les immigrés actifs est en partie due aux très gros revenus d'un petit groupe d'immigrés, comme les cadres dirigeants. Des analyses différenciées selon le niveau d'éducation et de revenu montrent toutefois que même les travailleurs peu qualifiés s'intègrent bien en termes de revenus au cours de leur séjour.

Les analyses brossent un tableau quelque peu différent pour les femmes immigrées. Comme les immigrées actives présentent un degré d'occupation nettement plus élevé, leurs revenus dépassent ceux des Suissesses dans l'année de leur arrivée déjà et les surpassent sensiblement cinq ans plus tard. Le degré d'occupation moyen plus élevé des immigrées se retrouve dans tous les niveaux de formation.

## Les taux d'emploi se rapprochent

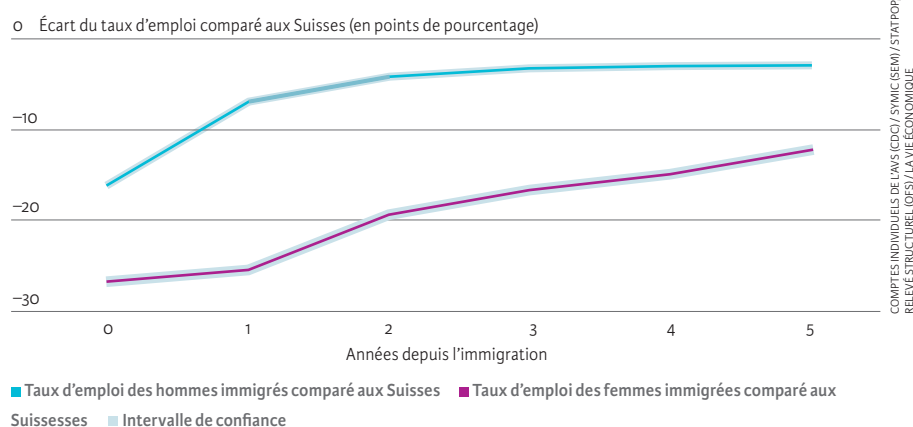
Les immigrés qui prennent pied sur le marché du travail y font donc aussi bonne figure que les citoyens suisses ayant un statut

### III. 1. Écarts de revenus entre immigrés et Suisses au cours du séjour



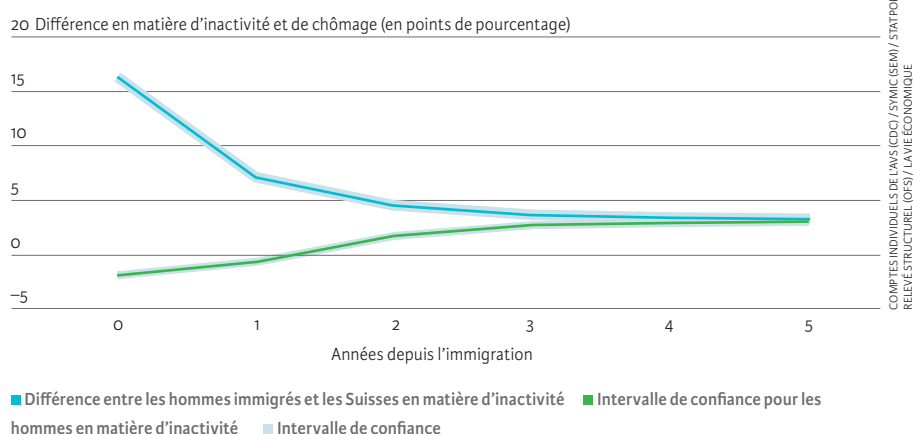
Le graphe présente les immigrées et immigrés âgés de 25 à 55 ans qui séjournent en Suisse sans interruption pendant au moins cinq ans en y exerçant une activité salariée. Le groupe de référence est constitué de Suissesses et de Suisses âgés de 25 à 55 ans exerçant durant la même période une activité salariée ininterrompue. L'analyse de régression a inclus les différences liées à l'âge, à l'éducation et à la région de résidence.

### III. 2. Écarts du taux d'emploi chez les immigrés et les Suisses au cours du séjour



Le graphe présente les immigrées et immigrés âgés de 25 à 55 ans qui séjournent en Suisse sans interruption pendant au moins cinq ans. Le groupe de référence est constitué de Suissesses et de Suisses de 25 à 55 ans. L'analyse de régression a inclus les différences liées à l'âge, à l'éducation et à la région de résidence.

### III. 3. Inactivité et chômage des immigrés et des Suisses au cours du séjour



Le graphe présente les immigrés âgés de 25 à 55 ans qui séjournent en Suisse sans interruption pendant au moins cinq ans. Le groupe de référence est constitué de Suisses âgés de 25 à 55 ans. L'analyse de régression a inclus les différences liées à l'âge, l'éducation et la région de résidence.

comparable. La situation est plus nuancée si l'on tient compte en outre des personnes qui n'exercent pas d'activité lucrative.

Chez les hommes de 25 à 55 ans qui immigrèrent en Suisse et y séjournèrent pendant au moins cinq ans, le taux d'emploi affiche – au moment de leur arrivée dans le pays – 16,2 points de moins que chez les Suisses du même groupe d'âge. Bien que cette différence diminue sensiblement au cours du séjour des immigrés, elle représente encore environ trois points après cinq ans (voir *illustration 2*).

Chez les femmes, l'écart initial entre le taux d'emploi des immigrées et des Suissesses est encore plus marqué. La différence se réduit là aussi fortement dans les cinq premières années du séjour, mais le taux demeure ensuite

de douze points inférieur à celui des Suissesses ayant un statut comparable.

La question se pose de savoir si l'écart qui subsiste entre les taux d'emploi des immigrés et des Suisses est dû à un taux de chômage plus élevé chez les immigrés ou à un taux plus élevé de non actifs tels que les bénéficiaires de rentes AI ou de l'aide sociale. Il apparaît que si les immigrés affichent un taux d'emploi plus faible que les Suisses, ce n'est pas parce qu'ils ont tendance à rester à l'écart du marché du travail, mais parce qu'ils sont plus souvent au chômage. L'écart initial constaté au niveau du taux d'inactivité disparaît au bout de cinq ans, tandis que le taux de chômage augmente (voir *illustration 3*).

Contrairement aux hommes, la différence de taux d'emploi chez les femmes n'est que partiellement due à un risque de chômage plus élevé. La raison principale est liée au taux de participation au marché du travail, qui affiche quelque neuf points de moins que chez les Suissesses. Cette différence ne doit cependant pas être interprétée de manière négative, car elle est sans doute inhérente au regroupement familial. Le traditionnel partage des rôles, attribuant aux femmes la garde des enfants et les tâches ménagères, pourrait expliquer pourquoi les immigrées – surtout dans les premières années après leur arrivée – n'exercent pas encore d'activité rémunérée. Cette interprétation est corroborée par la forte hausse du taux d'emploi au cours des premières années de séjour.

Dans l'ensemble, les immigrés des deux sexes s'intègrent relativement bien au marché suisse du travail. Les hommes immigrés qui prennent pied sur le marché du travail obtiennent des revenus comparables aux Suisses. Quant aux femmes immigrées, elles gagnent même plus que le groupe suisse de référence, leur taux d'activité étant en moyenne plus élevé. Le nombre de travailleuses et de travailleurs immigrés ayant un emploi rémunéré est toutefois inférieur à

celui des ressortissantes et ressortissants suisses. Cet écart, considérable l'année qui suit l'arrivée dans le pays, diminue ensuite fortement. La hausse du taux d'emploi des immigrés au cours de leur séjour est un indicateur d'intégration réussie. Le retard persistant chez les hommes s'explique par un risque plus élevé de chômage. Chez les femmes, la non-entrée dans le marché de l'emploi est probablement liée à des raisons familiales.

### Des données administratives comme base de recherche

Pour la présente étude, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a, en coopération avec la Centrale de compensation (CdC) et le Secrétariat d'État aux migrations (SEM), créé un jeu de données spécifique combinant les avantages des données de registres et des données d'enquêtes. Les jeux de données suivants ont été reliés sur une base individuelle :

- Comptes individuels de l'AVS (CdC), 1981–2015. Ces données permettent de construire des carrières individuelles sur le marché du travail pour avoir des indications sur la situation d'emploi et le niveau de rémunération.
- STATPOP (OFS), 2010–2015. Cette source de données basée sur les registres de personnes fédéraux, cantonaux et communaux fournit des caractéristiques individuelles comme l'âge ou le domicile.
- SYMIC (SEM), 2003–2015. Ce jeu de données permet de construire des parcours de migration individuels (immigration, émigration, naturalisation, migration intérieure).
- Relevé structurel (OFS), 2010–2014. Ces données issues d'enquêtes livrent, pour une partie des personnes saisies dans les registres, de précieuses informations supplémentaires, par exemple sur l'éducation et les heures de travail.



**Sandro Favre**

Collaborateur scientifique, Institut d'économie politique, université de Zurich



**Reto Föllmi**

Professeur d'économie politique, SIAW-HSG, université de Saint-Gall



**Josef Zweimüller**

Professeur d'économie politique à l'université de Zurich